

Les Possibles — No. 16 Printemps 2018

L'investiture de Donald Trump : l'accomplissement du néo-libéralisme états- unien

mardi 21 février 2017, par Claude Calame

On connaît désormais la composition du cabinet de Donald Trump, qui a accédé au pouvoir le 20 janvier. Elle rend aisées les prédictions sur la politique intérieure et extérieure que le Président conduira de concert avec ses ministres. Pour Secrétaire d'État, le nouveau Président a donc choisi le directeur général de la société pétrolière et gazière ExxonMobil, Rex Tillerson ; proche du pouvoir russe, il fut un temps directeur de Neftegas, une filiale russo-américaine d'ExxonMobil installée dans un paradis fiscal aux Bahamas. Pour l'orientation générale de la politique il pourra compter sur le « haut conseiller » et idéologue, Stephen Bannon, homme d'affaires versé dans les médias et ex-patron du site ultra-conservateur « Breitbart News ». Comme Secrétaire au Trésor et par conséquent comme ministre des finances, on trouve Steve Mnuchin, un investisseur et banquier de Wall Street, un ancien cadre de Goldman Sachs. Pour le Département du commerce, le choix s'est porté sur un autre milliardaire, Wilbur Ross, un ancien collaborateur de la Banque Rothschild et un investisseur à Wall Street, où il s'est spécialisé dans les faillites et les rachats lucratifs des sociétés liquidées. Un petit club de milliardaires, porteurs de la financiarisation de l'économie : les indices boursiers de Wall Street n'ont pas manqué de réagir très favorablement. Et cela d'autant plus forte raison que, pour empêcher toute velléité de régulation écologique, c'est Scott Pruitt, connu pour ses liens avec le secteur des énergies fossiles, qui dirigera une Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) dont il s'est montré un ennemi acharné.

Du côté des services traditionnellement garantis par l'État en démocratie parlementaire, c'est la femme d'affaires milliardaire Betsy DeVos qui devient Secrétaire de l'Éducation, en bonne partisane des écoles privées, sinon de l'école à la maison... Le médecin Tom Price, un militant anti-avortement, sévère opposant aux droits des LGBT, et farouche adversaire de l'Obamacare, a été nommé au poste de ministre de la Santé. Quant au ministère du Travail, il est confié au CEO d'un groupe de chaînes de restauration rapide, Andy Pudzer, un opposant déclaré et farouche à l'augmentation du salaire minimum et à toute intervention de l'État sur le marché du travail.

Pour couronner le tout, c'est Jeff Sessions, un tenant de la ligne dure sur l'immigration, qui a été nommé à la Justice ; quant à l'ancien général James Mattis, dit « Mad Dog » (soit « l'Enragé »), il dirigera le département de la Défense ! Et, cerise sur la tourte capitaliste, le gendre du Président et proche de l'extrémiste Steve Bannon, l'investisseur immobilier Jared Kushner, sera son « senior advisor ».

Une belle brochette issue de l'oligarchie ploutocrate, blanche et chrétienne, qui, de fait, dirige le pays depuis trois décennies.

Rien d'étonnant à cela. Sous une forme brute et « sans tabou », il s'agit de l'expression même de la politique de national-libéralisme conduite depuis l'ère Reagan. Elle est mise au service d'un capitalisme qu'on s'est employé à libérer de toute contrainte morale et sociale par l'intermédiaire de la

privatisation et de la marchandisation de tous les services assurés d'une manière ou d'autre par l'État démocratique et d'une économie de marché soumise à la spéculation financière. Le but : en particulier par l'intermédiaire d'une mondialisation purement économiciste et par la soumission du politique à l'économie et aux grandes banques, la maximisation des profits des plus grandes entreprises multinationales, de ceux qui les dirigent et de leurs actionnaires.

Cela correspond exactement à la politique conduite par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Sous le pouvoir de dirigeants anciens ou futurs collaborateurs de Goldman Sachs, particulièrement versés dans les opérations d'« optimisation fiscale », on impose aux pays dont on a contribué à l'endettement le renflouement des banques privées, assorti de plans d'austérité budgétaire et de privatisations, des plans destructeurs de services publics dans les domaines clés de la formation, de la santé, du travail et du logement. Seules subsistent les tâches sécuritaires : répression des plus pauvres, discriminations à l'égard des réfugiés et de migrants, rejet et expulsion des plus précarisés ; et recours à la force militaire quand on ne parvient pas à imposer ses intérêts économiques, comme ce fut le cas par exemple en Irak.

N'oublions pas qu'en matière de capitalisme débridé, les États-Unis ont toujours montré l'exemple :

Sur le plan politique, on a assisté à la dérégulation de l'économie

et de la finance par la politique coordonnée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher ; selon les règles imposées par les économistes néolibéraux de l'École de Chicago : privatisation progressive de tous les biens et services de l'État, soumission des rares services publics subsistant aux règles managériales du « new public management ». Par l'essentialisation et la naturalisation des « lois de marché », le pouvoir politique et ses institutions se sont soumis aux règles économiques et financières du capitalisme le plus brut, soucieux d'accumulation rapide et de maximisation du profit financier. D'une part, les banques ont imposé une forte augmentation du taux de plus-value dans les entreprises pour en redistribuer les bénéfices non pas aux salariés, mais aux CEO (les bonus...) et aux actionnaires. D'autre part, en partie déconnectés de l'économie réelle, les placements sont devenus purement spéculatifs : *subprimes*, options et autres produits dérivés. La conséquence en a été la crise financière mondiale de 2007 : les grandes banques d'affaires américaines, avec la complicité des banques européennes, en sont les uniques responsables. Par ailleurs, le dénigrement systématique de l'impôt a eu pour résultat les exonérations dont ont bénéficié les plus riches, encouragés de plus à recourir aux paradis fiscaux internes entretenus par la concurrence fiscale entre les États de l'Union. Renflouement des banques par l'État, cadeaux fiscaux et évasion fiscale n'ont fait que creuser le déficit public en augmentant la dette souveraine.

Dans le domaine des transports, dès les années 30 du siècle dernier, les États-Unis procèdent à la suppression des transports en commun (détenus par des compagnies privées) pour leur substituer le trafic individuel privé avec la construction d'un gigantesque réseau routier et autoroutier. Pour les villes, suppression des vastes réseaux de tramways et d'« interurbains », remplacés au mieux par quelques lignes de bus ; pour les déplacements intercités, suppression des trains de voyageurs pour leur substituer des lignes aériennes organisées autour de gigantesques hubs. Dans les deux cas, on a remplacé les transports collectifs par le moyen de transport le plus gourmand en hydrocarbures, par conséquent le plus polluant, et en espaces bétonnés. Avec des conséquences sociales et écologiques désastreuses pour un urbanisme marqué par des centres-villes réservés aux fonctions administratives, par de vastes quartiers de maisons individuelles accentuant l'effet d'« urbain diffus », par de vastes « shopping malls » qui ne sont accessibles qu'en SUV/4X4 dans une atmosphère de climatisation généralisée, et surtout par la création d'une situation d'apartheid spatial de fait dans le dessin de quartiers délabrés, réservés aux minorités ethniques, en particulier aux Noirs.

Dans le domaine de l'économie, les États-Unis sont parvenus à imposer une idéologie de la croissance purement économique fondée sur production et consommation et mesurée à la seule aune de l'augmentation du PIB. D'une part, sous le règne du capitalisme financier, les différentes entreprises de production des biens et services, toutes catégories confondues, ont été conduites à de vastes opérations de fusion dans la perspective de restructurations visant à l'optimisation des profits et aboutissant à des situations de monopole. D'autre part, sur la

base des accords de Bretton Woods en 1944, les États-Unis ont joué et jouent encore le rôle du leader dans le processus de la mondialisation : délocalisation industrielle généralisée et production confiée à des pays aux salaires les plus bas, dans des conditions de travail voisines de l'esclavage ; de là, la désindustrialisation des pays les plus riches et l'augmentation des marges de profit d'entreprises devenues, par rachats, suppressions et capitalisations boursières, de puissantes multinationales, avec des situations de domination mondiale : pour les États-Unis, Walmart, Monsanto, Berkshire Hathaway, Exxon Mobil, General Motors, Apple, Microsoft, AT&T, etc. C'est en particulier le cas dans le domaine des hautes technologies de l'informatique, aussi bien pour le hardware que le software, avec la production des composants notamment en Chine, dans des conditions de travail souvent dénoncées. Les résultats : accentuée par la financiarisation spéculative de l'économie, la domination néocoloniale de la production et de la consommation, fondées sur l'extractivisme et le productivisme ; le contrôle économique, politique et parfois militaire sur les pays les plus défavorisés dont on exploite les « ressources naturelles » et les « ressources humaines » sans le moindre égard pour les conséquences sociales et écologiques, avec pour effet un écart de plus en plus important entre la masse des plus pauvres et l'oligarchie des plus riches, aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux du Sud.

Pour l'organisation du travail, on est passé du taylorisme, avec son organisation « scientifique » du travail de production selon un mode « rationnel », aux méthodes de management des services correspondant à la désindustrialisation et à l'emprise du secteur tertiaire : au nom de l'augmentation de la productivité de salariés devenus « ressources humaines », par le relais de bureaux privés de « consulting », exigence de la performance individuelle, salaire au mérite, constante évaluation, exigence de la flexibilité et de la mobilité, mise en concurrence des employés et course à la compétitivité sous prétexte de « bonne gouvernance ». Le mouvement de dérégulation des conditions de travail s'est accentué précisément aux États-Unis avec des entreprises fonctionnant en réseaux informatisés tels Uber ou Airbnb qui sont parvenues, par le biais virtuel et en déclarant leurs employés « auto-entrepreneurs », à échapper à toute réglementation étatique du travail et par conséquent à toute imposition des prestations offertes. La rupture est dès lors consommée avec toutes les règles contractuelles présidant aux conditions de travail et d'emploi des secteurs économiques concernés

Pour la consommation : disparition progressive des petits commerces au centre des villes ; incorporation des commerces à des chaînes de distribution toutes-puissantes ; regroupement en lointaine banlieue, dans d'énormes *shopping malls* accessibles uniquement en voiture privée et souvent ouverts, sous le règne du « fast food », vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. Rendue addictive par une publicité mensongère qui a envahi toutes les formes de médias, la consommation est soumise à la constante création de besoins nouveaux ; elle est par ailleurs contrainte par l'obsolescence programmée des objets de consommation, en particulier dans le domaine

informatique, au nom de l'idéologie économico-managériale de « l'innovation ».

Du point de vue de la production alimentaire : agriculture intensive avec l'usage généralisé des désherbants, des insecticides et des engrais les plus polluants (quand ce n'est pas d'OGM) pour une alimentation axée sur la consommation rapide et le profit financier avec les problèmes de santé qui en sont la conséquence, notamment par l'indécente obésité des plus jeunes et des plus pauvres. Avec un système de santé qui est d'ailleurs en grande partie aux mains du secteur privé axé sur le profit financier, des pharmas aux soins hospitaliers en passant par les consultations médicales, avec pour conséquence le système de santé le plus onéreux au monde. Et que dire, pour tout type de pratique exigeant la consommation d'énergie, de la véritable addiction du pays aux hydrocarbures (avec les conséquences climatiques que l'on sait) en raison des énormes bénéfices qu'en tirent les compagnies pétrolières ?

Sécurité : du point de vue intérieur, on veut ignorer que les États-Unis ont la population carcérale la plus importante monde (avec 23 % de la population carcérale mondiale...) ; quant à l'extérieur, après les deux uniques bombes atomiques jamais lâchées non pas sur des objectifs militaires, mais sur la population civile (« armes de destruction massive » s'il en est...), après les inutiles bombes au phosphore lâchées sur les habitants des villes de Dresde et de Würzburg, après la longue guerre « de basse intensité » en Amérique latine ou la guerre destructrice conduite au Vietnam contre toute forme de socialisme, sont intervenues les guerres néocoloniales menées en Afghanistan et en Irak : guerres à distance dont la conduite pratique est laissée à des milices privées, avec la destruction d'objectifs « ciblés » par des drones qui atteignent lourdement la population civile. Quant au contrôle sécuritaire et dominateur de la circulation de l'information, les États-Unis sont non seulement parvenus à imposer un monopole dans les technologies du numérique et un contrôle généralisé sur les réseaux qu'elles ont permis d'établir, mais ils contrôlent la totalité du réseau internet par le biais de la puissante National Security Agency.

Enfin, du côté de l'expression « culturelle », les États-Uniens ont été les initiateurs des formes de représentation de l'action faisant appel aux plus basses dispositions de l'être humain : de

la télé-réalité aux films de « stars » mettant en scène la violence la plus brute, favorisée par les profits qu'en tirent les majors d'Hollywood, en passant par les stupides dessins d'animation animaliers ou par des jeux vidéo fondés sur la destruction et l'élimination de « l'ennemi ». Dans l'obsession pour le big-data, la morale qui traverse ces différentes manifestations est non seulement marquée par le binarisme qui a animé les campagnes anticomunistes, l'idéologie du choc des civilisations et désormais la lutte contre les terroristes et par conséquent les musulmans ; mais elle est aussi travaillée par la contradiction entre un puritanisme protestant qui touche à l'intégrisme chrétien du créationnisme et la fascination exercée par la consommation de stupéfiants, la production et la diffusion de films pornographiques ou sports de la performance individuelle : *free ride*, *base jumps*, *super trails*, etc. Une culture de la performance individuelle et de la violence manichéenne impliquant notamment le port d'armes généralisé : elle est adossée à une anthropologie implicite axée sur le développement égocentré du « self » et sur la défense d'une liberté détournée au seul profit (financier) de l'individu. On a développé ailleurs les traits fondamentaux d'un individualisme fondé sur un libéralisme totalement dévoyé.

Aussi schématique et partiel qu'il est pessimiste, ce tableau des conséquences du règne d'un capitalisme détenu par une oligarchie de banquiers, d'investisseurs et de CEO milliardaires et d'un pouvoir politique qui lui est entièrement soumis, ne nous donne, de fait, qu'une image de nous-mêmes ; de ce que nous sommes devenus, en particulier en Europe occidentale, nous qui, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, de gré ou de force, n'avons fait que suivre les exigences idéologiques et pratiques d'un néolibéralisme économique et financier qui a pénétré jusqu'à nos usages langagiers. C'est aussi le modèle que suit désormais la Russie de Poutine, c'est le modèle dont est imbu depuis bientôt trois décennies le pouvoir communiste chinois.

Hamburgers, hot-dogs, donuts, annonçait à son dernier menu le très parisien bistrot « Le chat bossu », sis rue du Faubourg Saint-Antoine. Quant à l'assimilation des valeurs états-uniennes, inspirées qu'elles sont par le plus brut des libéralismes anglo-saxons, la messe est dite. Le programme électoral de (Mac)Donald Trump n'en est que l'expression extrême.